

Affaire, famille et politique : les liaisons dangereuses

Politiques publiques. Deux études italiennes démontrent qu'une activité privée rémunérée parallèlement à un mandat de député nuit à la qualité du travail de l'élu et que le népotisme est bien une forme de corruption.

LE MONDE ECONOMIE | 16.02.2017 à 10h42 | Par Thibault Gajdos (chercheur au CNRS)



« Outre des questions morales et politiques fondamentales, l'affaire Fillon soulève également deux questions sur lesquelles les économistes se sont penchés ces dernières années ». (Photo : conférence de presse de François Fillon, candidat Les Républicains de la droite à la présidentielle 2017, à propos de l'affaire "Pénélope Fillon" dans son QG de campagne à Paris, lundi 6 février 2017). JEAN-CLAUDE COUTAUSSE / FRENCH-POLITICS POUR LE MONDE

L'affaire Fillon soulève des questions morales et politiques fondamentales qui dépassent de loin le cadre de cette chronique. Elle soulève également deux questions sur lesquelles les économistes se sont penchés ces dernières années.

D'une part, l'exercice d'une activité privée rémunérée parallèlement à un mandat de député peut-il nuire à la qualité de son travail d'élu ? D'autre part, l'embauche des membres de la famille des élus dans le secteur privé peut-elle relever, dans certains cas, d'une forme de corruption ?

Stefano Gagliarducci (université de Tor Vergata, Italie) et ses collègues ont analysé le lien entre le travail parlementaire des députés italiens et leurs activités privées entre 1996 et 2006

(« *Moonlighting politicians* », *Journal of Public Economics*, vol. 94, n^{os} 9-10, 2010). Résultat : l'augmentation de la rémunération extérieure augmente de manière très significative le taux d'absentéisme des députés.

Activités privées

Ainsi, même en faisant abstraction des possibles conflits d'intérêts (qui sont évidemment un problème majeur), les activités privées des parlementaires se font souvent au détriment du bon

exercice de leur mandat. Notons que le salaire des députés français (5 200 euros net par mois) est confortable (96 % des salariés perçoivent un salaire moins élevé), et devrait leur permettre d'exercer leur mandat sans chercher de supplément de revenus.

Notons aussi que François Fillon a déclaré avoir perçu 220 000 euros de revenus liés à ses activités privées en 2016. Au cours de cette période, son activité de député a été, selon le site Nosdeputes.fr, très modeste : il a signé trois propositions de loi et participé à quatorze réunions de commissions, où il n'est intervenu qu'une seule fois. Ce qui en fait l'un des députés les moins actifs de l'Assemblée.

La question des emplois des membres de la famille des élus est plus complexe. Comment savoir si une personne a obtenu un emploi, ou un salaire plus élevé, en raison de ses liens familiaux avec un élu ? C'est le problème qu'ont tenté de résoudre Stefano Gagliarducci et Marco Manacorda (« *Politics in the family : Nepotism and the hiring decisions of italian firms* », document de travail IZA n° 9841, janvier 2017, [lien vers PDF \(http://ftp.iza.org/dp9841.pdf\)](http://ftp.iza.org/dp9841.pdf)). Ils ont combiné une vaste base de données couvrant 500 000 hommes et femmes politiques sur près de trente ans, et un échantillon aléatoire d'un million d'employés du secteur privé.

Népotisme

A l'aide des noms de famille et des lieux de résidence, ils ont réussi à identifier les salariés ayant des liens familiaux avec des politiciens. Cela leur a permis d'évaluer dans quelle mesure l'emploi et les revenus des uns changeaient en fonction de la position politique des autres. Ils observent ainsi qu'être lié à un politicien au pouvoir permet d'obtenir en moyenne un gain de salaire de 700 euros par an. Surtout, les chercheurs font une observation qui vient confirmer qu'il s'agit bien là d'une forme de corruption.

Lire aussi : Si Fillon était suédois... ([/m-moyen-format/article/2017/02/10/si-fillon-etait-suedois_5077946_4497271.html](http://m-moyen-format/article/2017/02/10/si-fillon-etait-suedois_5077946_4497271.html))

Au début des années 1990, l'Italie a connu une vaste campagne judiciaire anticorruption baptisée « Mains propres », lancée notamment par des magistrats affiliés à l'aile gauche de l'association des magistrats (*Magistratura democratica*). Ces derniers ont acquis une réputation de rigueur et de sévérité. On attend donc qu'il y ait, après l'opération « Mains propres », moins de corruption dans les régions où siègent des magistrats appartenant à la *Magistratura democratica*, puisque la probabilité d'être poursuivi y est plus grande. C'est exactement ce que les chercheurs observent. En revanche, ils constatent que les gains liés au fait d'appartenir à la famille d'un politicien sont significativement plus élevés dans ces mêmes régions. En d'autres termes, le népotisme a remplacé les pots-de-vin. Cela confirme qu'il s'agit bien d'une forme de corruption.

Il ne faut naturellement pas déduire de ces études que la corruption est universelle et inévitable. Mais elles justifient, peut-être, une plus grande transparence dans les activités des politiciens et de leurs proches.